

# BNOQ

Quarterly

PERSPECTIVES ON BANKING

## Et vous, comment abordez-vous la transition énergétique?

### Débat

La décarbonisation a besoin d'une politique de la carotte et du bâton

### Interview croisée

"L'innovation n'est pas encore une priorité assez grande dans le secteur de la construction"



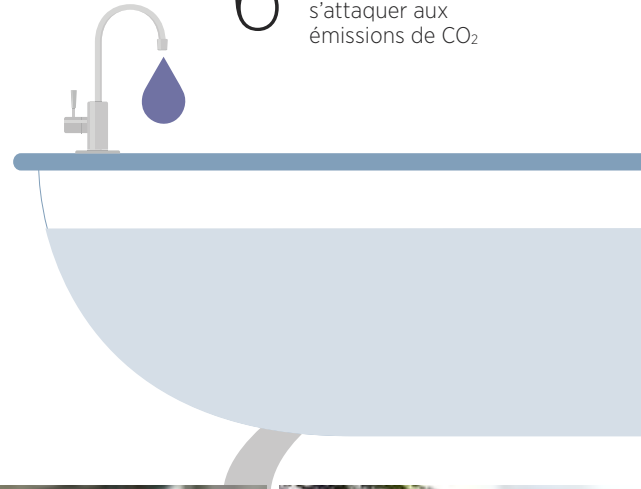
4

Mathieu Depoorter:  
"Sortons des  
mythes et passons  
à l'action!"



6

Deux manières de  
s'attaquer aux  
émissions de CO<sub>2</sub>



8

Débat: "Aujourd'hui,  
nous avons autant  
besoin de carottes  
que de bâtons"



Dans le secteur du transport  
aussi, "l'écologie doit primer sur  
l'économie"



24

Interview croisée de  
Catherine De Wolf  
et Nicolas Bearelle:  
"L'innovation n'est  
pas une priorité  
assez grande dans  
le secteur de la  
construction"

Ours

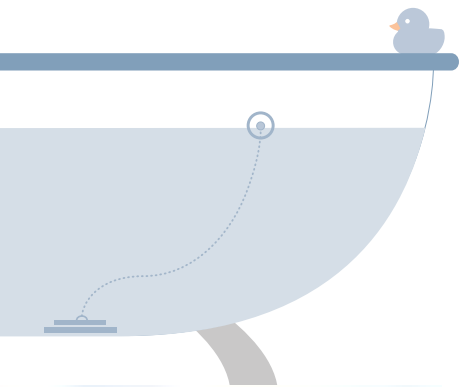


Une initiative de BNP Paribas Fortis en collaboration avec Echo Connect. Coordination : Tim De Geyter.  
Lay-out : Mediafin Creative Studio. Photos : Frank Toussaint, sauf mention contraire.  
E.R. : WalterTorfs, Montagne du Parc 3, 1000 Bruxelles.

Echo Connect offre aux entreprises, organisations et organismes publics l'accès au réseau de L'Echo, pour partager leur vision, leurs idées et leurs solutions avec la communauté de L'Echo. Les partenaires impliqués sont responsables du contenu.







# 15

Quels sont vos projets en matière de décarbonisation? Réduction, captation ou réutilisation de CO<sub>2</sub>



BNP Paribas Fortis fonde sa politique sur les 17 Objectifs de Développement Durable des Nations Unies. **Les objectifs 13 et 15** s'efforcent à protéger le climat et à veiller au maintien de la biodiversité.

# B N Q

édito

2019 sera une année cruciale: l'année de la vérité qui dérange. Nous en avons vu les signes précurseurs en 2018. Le cinquième rapport du GIEC était sans équivoque: à ce rythme, il nous reste au maximum 12 ans pour accomplir la transformation énergétique. Dans le procès sur le climat qui l'opposait au gouvernement néerlandais, la fondation Urgenda a eu gain de cause en appel aux Pays-Bas. Les Bourses ont subi de sévères corrections dans le monde entier. Et de nombreux records de chaleur ont été battus. Après quatre ans d'atermoiements honteux, le tribunal se penchera enfin sur le fond de l'action intentée en Belgique par l'ASBL L'Affaire Climat. L'État fait-il suffisamment pour protéger sa population contre le changement climatique? Le juge se prononcera en toute sagesse et déterminera, loin des tweets rapides et des petites phrases assassines, si nous sommes sur la bonne voie. Nous connaissons quant à nous la réponse: il est nécessaire de passer à la vitesse supérieure. Et même de donner un gros coup d'accélérateur.

C'est la raison pour laquelle les élections de 2019 sont si importantes. Reste à espérer que le climat figure en haut de l'agenda des négociateurs appelés à rédiger un accord de gouvernement fin mai. Peut-être le temps est-il venu de former un gouvernement d'union nationale. Avec un Premier ministre du climat, une loi sur le climat, un programme d'investissements ambitieux?

Et si l'économie connaît quelques ratés en 2019, ne commettons pas la même erreur qu'au lendemain de la dernière crise financière. Trois ans à peine après *Une vérité qui dérange* d'Al Gore, nous sommes retombés dans nos vieilles recettes de croissance matérielle... Prenons un virage à 180° et optons pleinement pour une économie réelle et durable, qui recherche le bien-être pour tous! Notre logiciel social a besoin d'une vaste mise à jour. Outre les corrections sociales, des corrections écologiques sont en effet inhérentes à l'économie de marché.

Pourquoi continuer à sponsoriser aussi massivement les voitures de société en Belgique? Pourquoi taxer à peine les avions? Pourquoi notre État fait-il toujours la promotion de la consommation de viande? Pourquoi n'avons-nous pas de taxe sur le CO<sub>2</sub>? Pourquoi le charbon polluant bénéficie-t-il d'une TVA de seulement 12%? Pourquoi ne taxons-nous pas l'électricité verte à 6% et l'électricité grise à 21%? Pourquoi une partie de la facture d'énergie des ménages n'est-elle pas à la charge du bailleur? Pourquoi n'avons-nous pas encore installé des panneaux solaires sur tous les bâtiments publics? Pourquoi les grands fonds de pension peuvent-ils toujours investir librement dans le pétrole et le gaz?

Naturellement, il ne faut pas tout attendre de l'action publique. Nous pouvons apporter notre pierre à l'édifice: entreprises, citoyens, champ associatif... Mais aujourd'hui, nous avons besoin de dirigeants visionnaires qui réfléchissent à l'intérêt général et au long terme. Le gouvernement doit créer le cadre d'une profonde transition énergétique. Et pour y aider nos hommes et femmes politiques, nous avons besoin de vous.

Piet Colruyt,  
investisseur social



## B N Q

B N Q est une plateforme de contenu de cross médias consacrée à la banque socialement responsable et moderne. Au travers de la diffusion d'informations, B N Q entend ouvrir le débat et le dialogue sur la base de récits remarquables, innovants et concrets. Ce magazine a été imprimé le 21/12/2018 [www.lecho.be/bnq](http://www.lecho.be/bnq)

A man with short dark hair, wearing a grey crew-neck sweater and dark trousers, stands in a kitchen. He has his hands on his hips and is smiling slightly. The kitchen has green walls on the left and a yellow wall on the right. A large white pendant light hangs above a counter on the right, which has a vase of orange flowers and a dark bottle. A framed picture hangs on the green wall.

Climat:  
le temps est  
à l'action



Déchets, transports, financement... Dans nombre de secteurs, des idées reçues affectent notre appréhension du défi climatique et freinent notre engagement. Sortons des mythes et passons à l'action!

**N**ous ne pouvons plus nous permettre de parier sur de nouvelles technologies pour nous sauver de la crise climatique. Il faut agir maintenant, avec les armes dont nous disposons. Chaque année perdue, en réduisant nos capacités d'action, rend le défi plus compliqué à relever. Nous devons parvenir à contenir à 1,5 °C la hausse des températures, comme le préconise le GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), afin de limiter les conséquences des changements climatiques et éviter la multiplication des événements extrêmes, la perte de biodiversité et la montée des océans.

Pour ce faire, il importe de lever plusieurs mythes. Et tout d'abord, celui selon lequel la transition écologique coûterait trop cher. Le rapport Stern sur l'économie du changement climatique démontre qu'il suffit d'investir 1% du PIB mondial pour parvenir à cette transition. Rien d'insurmontable donc, surtout si l'on envisage le prix à payer sans cette mutation.

On affirme également que le CO<sub>2</sub> ne vaudrait rien. C'est faux! Le "vrai coût" du CO<sub>2</sub> varie de 100 à 300 euros la tonne. Pour prendre en compte le coût environnemental du CO<sub>2</sub>, un système de quota et de marché du carbone a été mis en place par l'Union européenne. Avec la crise financière de 2008, le prix est passé de 30 à 5 euros la tonne. En 2018, il remonte à 20 euros et, à l'avenir, il grimpera pour tendre vers son prix réel à mesure que le nombre de quotas délivrés diminue.

Le stockage du CO<sub>2</sub> nous sauvera-t-il? Absolument pas. La vraie solution, c'est la diminution drastique des émissions. Les solutions industrielles sont limitées par les dépenses en énergies fossiles additionnelles nécessaires. La protection des forêts et la reforestation sont des moyens bien plus efficaces de stocker le CO<sub>2</sub>.

On entend parfois dire que traiter ses déchets s'avérerait trop cher. Au contraire: se débarrasser de ses matières secondaires comme déchets est coûteux, tandis que les valoriser en ressources autorise de belles économies! Un exemple? Le projet Holy-wood récupère du bois gratuitement et réduit les conteurs d'encombrants de ses fournisseurs.

Du côté des entreprises, le bilan carbone représente une porte d'entrée dans la transition écologique. Il est ainsi possible de déterminer en quel point précis l'économique rejoint l'écologique, afin de créer davantage de résilience. Il sera souvent question ici d'optimisation de processus, de réduction des dépenses énergétiques et de valorisation de produits secondaires.

Un changement de business model vers celui de la fonctionnalité est aussi un pas que beaucoup d'entreprises franchissent en passant de la vente au leasing (voiture, lumière, vêtement, etc.). Façon, entre autres, de tourner le dos à l'obsolescence programmée et de rendre nécessaire l'éco-conception. Ce qui compte, pour les entreprises, est d'entrer dans un processus d'amélioration, sans culpabilité ni stigmatisation. Ma conviction est qu'il est toujours temps de changer. Le défi de la transition énergétique est à notre portée, prenons-le à bras-le-corps dès aujourd'hui.

**Mathieu Depoorter,**

expert en économie circulaire et climat chez ECORES

**LA VRAIE SOLUTION,  
C'EST LA DIMINUTION  
DRASTIQUE DES  
ÉMISSIONS.**

Mathieu Depoorter

# Deux manières de s'attaquer aux émissions de CO<sub>2</sub>

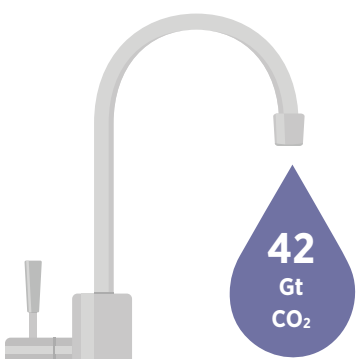
Notre environnement ne peut absorber qu'une quantité limitée de CO<sub>2</sub>. Comparez ce phénomène à une baignoire: pour éviter qu'elle ne déborde, on peut soit fermer le robinet, soit augmenter le débit de l'évacuation.

**Comment le CO<sub>2</sub> influe-t-il sur le réchauffement de la Terre?**

Les gaz à effet de serre comme le CO<sub>2</sub> empêchent la chaleur du soleil de se dissiper dans l'espace. La part des gaz à effet de serre dans l'atmosphère a beaucoup augmenté ces 250 dernières années. Ces gaz confinent davantage de chaleur dans l'atmosphère, raison pour laquelle la température est en hausse depuis 140 ans.


1

## Réduire les émissions de CO<sub>2</sub>



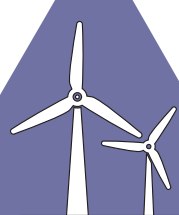
42  
Gt  
CO<sub>2</sub>

L'être humain émet environ 42 gigatonnes de CO<sub>2</sub> dans le monde chaque année.



**Économiser l'énergie**

En revoyant de manière draconienne, notre consommation d'énergie, nous minimiserons les émissions de CO<sub>2</sub>. Mieux isoler, éteindre totalement les appareils électroménagers...



**Miser sur les énergies renouvelables**

L'utilisation de sources d'énergies renouvelables au lieu de l'électricité produite à partir de combustibles fossiles permet de faire décroître les émissions de gaz à effet de serre.



**Vers une économie circulaire**

Recycler les déchets plutôt que les incinérer réduit les émissions de gaz à effet de serre. En outre, cela évite de devoir extraire de nouvelles matières premières.

2

## Extraire le CO<sub>2</sub> de l'air

Le CO<sub>2</sub> libéré par les processus industriels est transformé et valorisé notamment dans des matériaux de construction ou des combustibles.

### Réutilisation du CO<sub>2</sub>

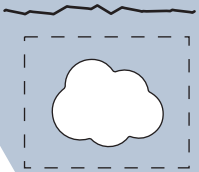


Réparation des environnements endommagés par l'être humain, comme l'eau, l'air et le sol. Une utilisation plus variée des sols pourrait revaloriser les terres.

### Régénération des sols

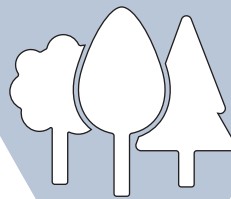


### Captage et stockage de CO<sub>2</sub>



Captage et stockage souterrain du dioxyde de carbone gazeux libéré lors de la combustion de carburants (fossiles).

### Reboisement



Selon des chercheurs américains, une meilleure utilisation des sols et l'extension des forêts pourraient réduire les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> de 37% d'ici à 2040.



**2.700 gigatonnes de CO<sub>2</sub>**  
Réchauffement critique de la température terrestre de 1,5 °C.

**2.150 gigatonnes de CO<sub>2</sub>**  
Réchauffement actuel de la température terrestre de 1 °C.

**22%**

Le transport prend à son compte un cinquième des émissions totales dans le monde. C'est le secteur le plus polluant.

**29%**

La part des combustibles fossiles dans la production d'électricité en Belgique. Ils occupent ainsi la deuxième place derrière l'énergie nucléaire.

**15%**

La part du chauffage domestique dans les émissions mondiales de CO<sub>2</sub>.

Niveau de CO<sub>2</sub> avant l'ère industrielle

Basée à Louvain-la-Neuve et forte de près de 20 consultants, CLIMACT s'est donné pour mission d'aider les organisations – PME et grands acteurs privés, ONG, autorités publiques et collectivités locales – à réduire leur impact sur le climat. Ses services vont de l'étude prospective aux stratégies de réduction, en passant par une assistance juridique et une activité de tiers-investisseur.

# “Aujourd’hui, nous avons autant besoin de carottes que de bâtons”

Réduire massivement notre consommation de viande, introduire une taxe CO<sub>2</sub> sur les combustibles fossiles, utiliser le dioxyde de carbone comme ressource... En matière de transition énergétique, les idées sont nombreuses, cruciales mais rarement rentables. Quatre experts partagent leur vision de l’optimisme et de l’importance capitale d’une action rapide: “Si nous ne faisons rien et que nous continuons à attendre, les coûts auxquels nous serons confrontés à terme seront bien plus élevés.”

● Ces dernières années, on a écrit des bibliothèques entières sur la transition énergétique et la nécessité de réduire de manière draconienne nos émissions de CO<sub>2</sub>. Où en sommes-nous dans ce processus de transition?

**Ivan Janssens:** “Les énergies renouvelables ne représentent toujours pas beaucoup plus de 3% du marché total de l’énergie. Dans ces conditions, inutile de vous faire de dessin... Des investissements réellement gigantesques sont incontournables pour accélérer ce processus.”

**Manon Janssen:** “Ivan a raison, même si je vois de la lumière au bout du tunnel. Le coût des énergies solaire et éolienne a spectaculairement baissé. Ces sources d’énergies sont plus ou moins concurrentielles par rapport aux énergies fossiles. En outre, on a de plus en plus conscience de la nécessité de faire différemment, et mieux. Je le remarque chaque jour ou presque.”

● Si les sources d’énergies non fossiles peuvent rivaliser avec les énergies fossiles, pourquoi enregistrons-nous si peu de progrès avec les renouvelables?

**Paul De Bruycker:** “Honnêtement, je ne suis pas certain qu’elles soient réellement concurrentielles en matière de prix. Les entreprises qui frappent à notre porte avec des projets innovants ne peuvent se passer de subventions si elles désirent rester compétitives. Cela doit changer. Si nous voulons bannir autant >







IL EST PRESQUE IMPOSSIBLE  
DE FAIRE ACCEPTER DES  
IMPÔTS SUPPLÉMENTAIRES –  
VOYEZ LES GILETS JAUNES  
EN FRANCE.

Sébastien Soleille, BNP Paribas

## LE PANEL

**SÉBASTIEN SOLEILLE** a travaillé comme ingénieur pour Total et Deloitte, et est depuis quelques mois Global Head of Energy Transition and Environment chez BNP Paribas.

**MANON JANSSEN** est CEO d'Ecorys et présidente de De Topsector Energie, l'organisation moteur dans l'innovation pour la transition vers un système d'énergie financièrement accessible, fiable et durable aux Pays-Bas. Elle est également la présidente du forum Industrie du Klimaatakkoord.

**IVAN JANSSENS** enseigne à l'université d'Anvers et mène des recherches sur les interactions entre les écosystèmes, les gaz à effet de serre, le changement climatique, et la manière dont il est possible d'extraire du CO<sub>2</sub> de l'air.

**PAUL DE BRUYCKER** est CEO d'Indaver. Acteur important dans le recyclage et le traitement des déchets, Indaver investit dans une fermeture faible en carbone des cycles de matériaux.

- > que possible les émissions de CO<sub>2</sub>, nous devons améliorer les alternatives durables et réduire leurs coûts. Une économie portée par les subventions n'est pas une solution valable."

**Sébastien Soleille:** "Je porte un regard un peu plus positif sur la situation. L'accord de Paris sur le climat en 2015 a clairement provoqué un changement de mentalité. La très grande majorité des entreprises ont commencé à se réveiller. Elles ont pris conscience du fait que la lutte contre le changement climatique est à la fois une priorité absolue et une responsabilité partagée."

"Si nous observons la situation d'un point de vue purement quantitatif, il subsiste effectivement de très nombreux obstacles à franchir. Toutefois, ce défi écologique est intimement lié au défi social: l'importance de changements sociaux n'a pas encore totalement pénétré le grand public. C'est aussi là que le bât blesse: le consommateur n'est pas tenté d'embrasser des changements draconiens parce qu'il ne sait guère où aller."

● **Il convient donc de mieux informer et de sensibiliser le grand public afin de créer une adhésion plus large à des mesures concrètes?**

**Manon Janssen:** "Je veux quand même nuancer ce qui vient d'être dit: aux Pays-Bas, nous sommes nettement plus avancés dans ce processus. On peut observer chez nous un véritable changement de mentalité depuis un certain temps. Un plus large public a réalisé qu'il était nécessaire de se débarrasser des carburants fossiles, comme le gaz pour réchauffer nos logements. Par ailleurs, les Néerlandais connaissent l'impact financier de ce type de choix: à court terme, nous devons payer plus cher pour nous chauffer, mais à plus long terme, ce sera moins coûteux. Du moins avons-nous déjà un plan et une vision d'avenir clairs, ce qui est primordial."

**Ivan Janssens:** "Nous n'avons pas mené d'étude sur les étapes ou les trajectoires nécessaires pour chaque pays, mais il est évident que nous ne pourrions accroître systématiquement la part des sources d'énergies non fossiles qu'en investissant lourdement dans la bioénergie. Or, dans ce domaine, nous nous heurtons presque partout au même problème: nous ne possédons pas de terres en suffisance pour opérer cette transition massive vers la bioénergie. L'explication est simple. Quelque 80% des terres agricoles disponibles sont utilisées pour produire des aliments pour animaux. Il y a donc deux options. Soit nous réduisons massivement notre consommation de viande et surtout de viande de bœuf, soit nous recherchons des alternatives afin de

Manon Janssen



À COURT TERME, NOUS DEVRONS PAYER PLUS CHER POUR NOUS CHAUFFER, MAIS À PLUS LONG TERME, CE SERA MOINS CÔUTEUX.

Manon Janssen, Ecorys

produire des aliments pour animaux autrement et ailleurs. C'est à ce niveau que réside, pour moi, à la fois la plus grande opportunité et le plus grand défi si l'on veut accroître fondamentalement la part des combustibles fossiles à court terme, et ainsi réduire de façon drastique les émissions de CO<sub>2</sub>."

● **La grande question est dès lors: qui doit prendre l'initiative, et par où commencer?**

**Paul De Bruycker:** "En définitive, c'est une question de compétitivité mondiale. Qui va convaincre les Chinois ou les Indiens, par exemple, qu'ils doivent affecter leurs terres agricoles à la production de biocarburants et non d'aliments pour bétail, quand ces aliments leur permettent surtout de répondre à la croissance de la consommation de viande dans leur pays? Personne, je le crains. Nous devons changer complètement d'approche. Essayer d'utiliser le CO<sub>2</sub> comme matière première, ce qui peut en faire un facteur positif important dans le discours sur la compétitivité mondiale. Les entreprises seront trop heureuses de sauter dans ce train. Et la technologie permettant d'y parvenir est déjà plus ou moins disponible."

**Manon Janssen:** "Dans ce domaine, la technologie n'est pas encore tout à fait mature à mes yeux. Alors même que nous



Paul De Bruycker

## NOUS NE RENCONTRONS GÉNÉRALEMENT AUCUN PROBLÈME POUR FINANCER NOS PROJETS.

Paul De Bruycker, Indaver



Sébastien Soleille

ne manquons pas de moyens financiers pour la développer. Les fonds de pension, par exemple, sont très désireux d'investir dans le développement de technologies durables. De plus, les Pays-Bas ont prouvé avec les éoliennes qu'en finançant de nouvelles technologies durables par des aides publiques dans leur premier stade de développement, il est possible de rendre ces technologies viables et concurrentielles à relativement court terme. Nous avons presque arrêté de subventionner les énergies éoliennes aux Pays-Bas, et nous plaçons l'accent sur le subventionnement temporaire de nouvelles technologies à même de réduire les émissions de CO<sub>2</sub>. Nous persuadons ainsi les entreprises d'investir dès à présent – avec l'aide des pouvoirs publics – dans des innovations radicales qui les rendront beaucoup plus compétitives.”

● On peut également opter pour l'approche inverse: si nous augmentons significativement le prix des sources d'énergies fossiles, les consommateurs et les entreprises n'auront-ils pas tendance à investir dans des alternatives?

**Ivan Janssens:** “C'est vrai. Si nous rendons nettement plus chère l'électricité produite à partir d'énergies fossiles, les alternatives deviendront naturellement plus compétitives. Mais

il est sans doute difficile d'organiser un tel mécanisme à l'échelle mondiale. Or, c'est nécessaire pour préserver la compétitivité des entreprises européennes par rapport à leurs concurrentes américaines et chinoises. Mais pourquoi l'Organisation mondiale du commerce ne pourrait-elle imposer une telle taxe sur le CO<sub>2</sub>?”

**Manon Janssen:** “C'est peut-être la voie qu'il faudrait suivre, mais cela me paraît très difficilement réalisable dans la pratique. L'introduction d'une taxe ne provoque pas automatiquement la sortie de terre de projets de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>. Et puis, il ne faut pas seulement faire payer l'industrie, car c'est une responsabilité partagée. Le consommateur devra lui aussi mettre la main au portefeuille.”

**Sébastien Soleille:** “Je ne suis pas aussi pessimiste à ce sujet. Prenez la Chine: les dirigeants politiques et la population s'y retrouvent, parce que la pollution atmosphérique est si importante que des mesures draconiennes étaient indispensables. Simultanément, on peut constater que l'industrie automobile chinoise se profile comme un leader dans les voitures électriques. De nouveaux constructeurs chinois savent qu'ils ne pourront guère faire la différence face aux moteurs à combustion classiques produits par les constructeurs européens ou japonais. Avec leurs voitures électriques innovantes, en revanche, ils peuvent devenir des leaders mondiaux à relativement court terme. Pourquoi les entreprises occidentales éprouvent-elles tant de difficultés à opérer des transitions radicales? Parce qu'elles portent le poids d'une longue et brillante histoire. Il est nettement plus difficile de changer leur fusil d'épaule lorsqu'on a derrière soi de belles réussites.”

● Plus concrètement, pouvez-vous citer des solutions techniques réalistes si nous souhaitons utiliser le CO<sub>2</sub> comme matière première?

**Ivan Janssens:** “Le dioxyde de carbone peut être converti en méthanol ou en éthanol par plasma et servir de matière première pour d'autres produits. Mais cette technologie ne sera sans doute pas rentable économiquement avant 10 ou 20 ans.”

“Une autre possibilité consiste à utiliser le CO<sub>2</sub> pour produire des algues. Celles-ci ne sont pas >



> utilisables comme biocarburants – nous le savons désormais – mais elles peuvent représenter une source intéressante de molécules pour l'industrie pharmaceutique et contribuer ainsi à la création d'un modèle économique rentable, notamment parce que les résidus de ces algues peuvent être transformés en aliments pour animaux. Cerise sur le gâteau: il ne faut pas sacrifier de terres agricoles."

"La technologie la plus prometteuse est celle qui capte le CO<sub>2</sub> en le faisant réagir avec du basalte. Cette roche volcanique contient énormément de silicium, de calcium et de magnésium. Des métaux très prisés dans de nombreux secteurs et qui peuvent accroître la productivité de l'agriculture."

**Qu'attendons-nous, dans ce cas?**

**Ivan Janssens:** "La technologie n'est pas suffisamment rentable. En théorie, cependant, nous disposons déjà de l'infrastructure. En effet, si nous voulons réaliser les objectifs de l'accord de Paris sur le climat, il sera nécessaire de fermer les mines de charbon. L'infrastructure de transport qu'elles utilisent sera alors disponible à d'autres fins. Cette technologie pourrait presque être exploitée dès maintenant."

**Paul De Bruycker:** "Nous livrons déjà du CO<sub>2</sub> à la serriculture, même si son efficacité reste faible. Je suis pourtant convaincu que plusieurs applications permettant de stocker le dioxyde de carbone et de l'utiliser comme matière première seront rentables sous peu."

**Manon Janssen:** "Quoi qu'il arrive, l'innovation demande du temps. Nous n'avons pas un éventail infini de possibilités. Je pense qu'il faut investir dans l'ensemble de ces nouvelles technologies simultanément. Sans poser de choix tranché. Si nous ne faisons rien et que nous continuons à attendre, les coûts auxquels nous serons confrontés à terme seront bien plus élevés encore."

SOIT NOUS RÉDUISONS  
NOTRE CONSOMMATION DE  
VIANDE, SOIT NOUS  
CHERCHONS À PRODUIRE  
AUTREMENT DES ALIMENTS  
POUR ANIMAUX.

Ivan Janssens, UA



Ivan Janssens

**Dans quelle mesure le secteur financier peut-il apporter une contribution différente ou plus importante?**

**Sébastien Soleille:** "Bien entendu, nous pouvons aider les entreprises à financer des projets et des technologies innovantes, et j'observe peu à peu une rupture de tendance importante dans ce domaine. Voici cinq ans, de nombreux clients ne se montraient guère intéressés lorsque nous leur expliquions les immenses défis du changement climatique. C'est très différent désormais: ils nous écoutent. Et en tant que banque, nous devons être prêts à apporter notre soutien à des projets à plus long terme."

**Paul De Bruycker:** "Nous ne rencontrons généralement aucun problème pour financer nos projets. Au contraire: les banques sont particulièrement heureuses de suivre notre discours, à condition bien entendu de leur soumettre un business plan solide! Le principal défi est et reste l'agrandissement d'échelle. Le bond de la petite start-up à la véritable entreprise de croissance. Un bond trop souvent compliqué à financer en Belgique."

**Question finale: devons-nous réellement accoler un prix au CO<sub>2</sub> pour inverser la tendance?**

**Ivan Janssens:** "Cela me semble incontournable."

**Sébastien Soleille:** "Il est presque impossible de faire accepter des impôts plus élevés ou supplémentaires – voyez les gilets jaunes en France. Attention, donc: il ne faut pas se contenter de jouer du bâton, il faut aussi manier la carotte."

**Manon Janssen:** "Pourtant, une taxe CO<sub>2</sub> généralisée pourrait être un déclencheur très important, à la fois pour l'industrie et le consommateur. Il faut cependant l'aménager de manière à ce qu'elle entraîne une réduction effective des émissions de CO<sub>2</sub>. Cela pose d'emblée une autre question: comment fixe-t-on ce prix? Et qui prend l'initiative, à quel niveau? Il ne fait néanmoins aucun doute que nous y arriverons à terme. Nous avons besoin de la carotte et du bâton." Il

# “Il faut associer politique énergétique et politique climatique”

Fin novembre, l'Union européenne a présenté d'ambitieux projets climatiques. L'objectif est d'atteindre la neutralité climatique d'ici à 2050.

L'un des architectes de ce plan est Jos Delbeke, jusqu'il y a peu directeur général européen pour le climat. L'économie européenne devra atteindre la neutralité climatique à la moitié de ce siècle. “Pour y parvenir, nous comptons à la fois sur le monde politique et les entreprises”, avance Jos Delbeke. “En 2015 à Paris, 190 pays sont convenus de maintenir le réchauffement climatique sous la barre des 2 °C. Nous pouvons rester sous les 1,5 °C si notre économie atteint la neutralité climatique. Aujourd'hui, les émissions européennes de gaz à effet de serre sont inférieures de 22% à leur niveau de 1990; d'ici à 2030, nous serons à 40%, mais cette politique ne nous mènera pas plus loin que 60% en 2050. C'est trop peu. Il est donc urgent de donner un coup d'accélérateur.”

“Si nous continuons à électrifier l'économie, que nous passons à l'hydrogène, gagnons en efficacité dans la gestion de notre énergie et déployons de nouveaux carburants, nous arriverons à 80-90%. Une réduction de 100% n'est possible que si nous captions et stockons le CO<sub>2</sub> ou que nous stimulons l'absorption de dioxyde de carbone par les arbres et les plantes.” Jos Delbeke en est convaincu: nous pouvons atteindre cet objectif si nous inscrivons les initiatives des entreprises dans une politique cohérente, à la fois au niveau européen et des États membres.

## Fonds pour l'innovation

“En Belgique, nous accusons un certain retard en matière d'infrastructures, d'aménagement du territoire, de voitures de



## EN BELGIQUE, NOUS NE PARVENONS QUE DIFFICILEMENT À PRENDRE DES DÉCISIONS.

Jos Delbeke, ex-directeur général en charge de l'action climatique à la Commission européenne

société, de qualité de l'air et surtout dans le secteur du transport. Nous subventionnons la pollution. Pour mener une politique ambitieuse, il faut associer climat et énergie au lieu de morceler encore les compétences. La politique est trop fragmentée dans notre pays. Nous ne parvenons que difficilement à prendre des décisions. Et celles-ci sont systématiquement remises en question, alors que les investisseurs exigent de la sécurité sur le long terme. Cette situation contraste avec les initiatives prometteuses d'entreprises, dans l'énergie éolienne offshore et la technologie de batteries notamment.”

“Nous devons inciter les entreprises à continuer d'investir dans des alternatives respectueuses de l'environnement, en particulier dans la sidérurgie, le ciment et la chimie, des secteurs qui émettent beaucoup de CO<sub>2</sub>. C'est possible avec le Fonds pour l'innovation du SEQE, qui

dispose de 10 milliards d'euros et peut soutenir des projets intéressants au sein des entreprises. Ici, c'est la qualité qui prime et non les portefeuilles nationaux.”

## Voitures électriques

Même si l'Europe s'est mise en marche assez tard, il est possible d'arriver à ce qu'un tiers des voitures achetées soient électriques d'ici à 2025, selon Jos Delbeke. “Le scandale du diesel a été un coup dur mais nous récupérons rapidement. Tous les constructeurs travaillent sur des véhicules électriques. Et le grand public adhère à ce discours.”

“Le dernier été chaud a favorisé cette prise de conscience. Et les élections communales ont clairement montré que les électeurs étaient attentifs à la qualité de l'air et à la durabilité en général. Il s'agit à présent de faire virer de bord le pétrolier. Et vite, car le temps presse.”

# Et vous, comment abordez-vous le CO<sub>2</sub>?

## CHIMIE



**FRANK BECKX, ADMINISTRATEUR DÉLÉGUÉ D'ESSENCIA VLAANDEREN**

“Nous œuvrons à une société carbon smart”

**Que signifie la décarbonisation pour essenscia?**

Il ne s'agit pas de créer une société pauvre ou neutre en carbone, mais une société “intelligente en carbone”, qui utilise, capte et réutilise intelligemment le CO<sub>2</sub>. Les produits que fabrique notre industrie, par exemple les isolants, permettent également d'économiser du CO<sub>2</sub> dans les secteurs où il est possible d'enregistrer les gains climatiques les plus importants, comme les bâtiments, les transports et l'énergie. La production du secteur chimique a triplé ces 20 dernières années, alors que les émissions de gaz à effet de serre y ont baissé de moitié. Les économies de CO<sub>2</sub> réalisées dans la phase d'utilisation sont plusieurs fois plus élevées que les émissions lors de la production.

**Quelles démarches entreprenez-vous dans ce contexte?**

Des innovations dans le domaine de la chimie seront indispensables à la réalisation des objectifs climatiques. BlueChem est un incubateur ambitieux pour la chimie durable à Anvers, tandis que Catalisti réunit des entreprises et des instituts de connaissance pour discuter de processus de production circulaires et de matières premières bio. Nous avons en outre soumis au gouvernement flamand un plan qui prévoit un investissement de 25 millions par an dans la recherche fondamentale sur la chimie durable au sein de nos universités et centres de recherche. Il

## AGRICULTURE



**HEIN DEPREZ, CEO DE GREENYARD**

“Les emballages recyclables offrent encore de nombreuses possibilités”

**Que signifie la décarbonisation pour Greenyard?**

Les fruits et légumes figurent déjà parmi les catégories de denrées alimentaires les plus saines et qui ont le moins d'impact sur l'environnement. Nous cherchons malgré tout à réduire constamment nos émissions de CO<sub>2</sub> dans le fonctionnement de notre entreprise: directement dans le processus de transformation et la logistique, et indirectement dans la production des matières premières.

**Quelles démarches entreprenez-vous dans ce contexte?**

Dans nos usines de surgelés et de conserves, l'accent est placé sur les économies d'énergie. Dans le frais, nous portons une grande attention à l'optimisation des transports et aux nouveaux projets de construction. Nous avons déjà enregistré d'intéressants résultats dans la recherche de solutions pour diminuer les emballages. Mais il reste du potentiel dans des alternatives plus recyclables. En outre, nous soutenons activement nos cultivateurs. Cela va d'une réduction de l'utilisation de pesticides et engrais à un intérêt accru pour la structure, la faune et la flore des sols. Nous expérimentons ainsi des techniques d'agriculture régénérative dans notre production de fleurs. Il

## TRANSPORT



**DIANE GOVAERTS, CEO DE ZIEGLER**

“Nos entrepôts de nouvelle génération sont résolument verts”

**Que signifie la décarbonisation pour le groupe Ziegler?**

Elle représente un défi de taille pour le transport, un secteur particulièrement énergivore. Outre le recours au gaz naturel, on pourrait passer à terme à un système basé sur l'électrique, le biogaz ou l'hydrogène, mais ces techniques souvent coûteuses n'ont pas encore fait leurs preuves. Cela ne nous empêche pas d'investir dans des technologies de développement durable, d'ailleurs.

**Quelles démarches entreprenez-vous dans ce contexte?**

Les axes prioritaires que nous poursuivons sont la réduction des émissions de CO<sub>2</sub>, le traitement des déchets et l'utilisation d'énergies propres. Nous pratiquons par exemple l'optimisation des déplacements de nos véhicules, afin de réduire le nombre total de kilomètres parcourus. Nous misons sur la navigation fluviale et le fer-routage pour réduire notre empreinte carbone. Et nos entrepôts de nouvelle génération sont résolument verts. À Menen-Rekkem, notre halle recevra un éclairage LED intégral et 3.000 m<sup>2</sup> de panneaux photovoltaïques. Il





## Sun for Schools mise sur les écoles

Sun for Schools installe à ses frais des panneaux solaires sur les toits des écoles volontaires. Et assure parallèlement la sensibilisation à l'environnement des élèves, du personnel et des parents. Deux volets complémentaires, assure son fondateur.

"Sun for Schools est une coopérative agréée, donc une entreprise sociale", entame Alexandre Pirson, fondateur et Project Manager de Sun for Schools. "Grâce à nos coopérateurs et à nos banques, nous pouvons financer l'installation de panneaux solaires sur des écoles – pour le moment, une vingtaine d'établissements, essentiellement à Bruxelles. Ces équipements ont une durée de vie de 25 ans. Dès la première année, l'école voit diminuer de 30 à 40% sa facture d'électricité. Nous restons propriétaires de l'installation durant 10 ans, période pendant laquelle nous touchons les subsides, les 'certificats verts'. À l'issue de la décennie, l'école devient propriétaire des panneaux." Sun for Schools a calculé que, sur les 25 ans de fonctionnement des panneaux, les écoles économiseront 2 millions d'euros.

### Jeux didactiques

Pour la coopérative, pas question d'installer des panneaux puis de repartir: elle apporte un fort soutien pédagogique, sur les énergies propres et la préservation de l'environnement.

"Nous disons souvent que c'est l'aspect primordial de notre action", assure Alexandre Pirson. "Nous tentons d'impliquer l'ensemble des personnes gravitant dans et autour de l'école: élèves, personnel enseignant, direction, parents, etc. Nous disposons de modules de formation adaptés à chaque tranche d'âge, avec des jeux didactiques, des exposés... L'idée est d'amener les enfants à trouver eux-mêmes les réponses. Lorsque les toitures sont accessibles et sécurisées, la visite de l'installation rend tangible l'action en faveur de l'environnement." Enseignants et parents bénéficient quant à eux de séances d'information. Une plateforme de suivi du projet offre à chacun de visualiser l'avancée des travaux. "L'expérience le prouve: mobiliser tous les publics en même temps permet d'atteindre les meilleurs résultats", assure Alexandre Pirson. Il

**ÉQUIPER DES ÉCOLES EN SOLAIRE, C'EST BIEN, MAIS LA SENSIBILISATION À L'ENVIRONNEMENT, C'EST ENCORE PLUS IMPORTANT!**



# "Reboiser pourrait éviter la catastrophe climatique"

Cet automne, de terribles incendies ont ravagé la Californie. C'est aussi une conséquence du réchauffement de notre planète. En octobre, le GIEC a rappelé le rôle des forêts dans la prévention du réchauffement climatique. L'ONG WeForest veut restaurer et protéger 250.000 hectares de zones boisées d'ici à 2021.



"Sortir de l'énergie fossile dès maintenant et reboiser notre planète: telles sont les deux solutions préconisées par le Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC) dans son dernier rapport (SR1.5), paru le 7 octobre dernier", lance Marie-Noëlle Keijzer, CEO, présidente et cofondatrice de l'ONG WeForest. Cette organisation, dont le siège se trouve à Overijse, s'est donné pour but de reboiser et protéger 250.000 hectares d'ici à 2021. "Si, à l'échelle mondiale, l'humanité parvenait à reboiser une surface équivalente à celle des États-

Unis ou de la Chine, soit environ 10 millions de km<sup>2</sup>, on stopperait le réchauffement climatique. Et si chaque industrie par exemple décidait de prendre en charge 1% de cet objectif, cela représenterait pour chacune d'elles la surface du Portugal." Une approche corporate en laquelle cette ancienne cadre supérieure du privé, scientifique de formation, croit fortement. Son ONG ne se contente pas de planter des arbres, elle analyse les terrains, les essences présentes, pratique des plantations dites "d'enrichissement" afin d'amender les sols, entretient des pépinières... "Nous tentons de reconstituer la forêt

primaire de chaque région et travaillons avec d'autres ONG pour développer des standards de reforestation", détaille Marie-Noëlle Keijzer. "Avant de démarrer un projet, nous signons des conventions avec les villages voisins pour les impliquer dans le projet et les inciter à protéger les sites. Dans la région du Tigré en Éthiopie, 72 gardes veillent sur les terres reboisées. Ils entretiennent aussi les arbres – par la taille, notamment – et nous complétons leur salaire. Pour que les troupeaux des nomades puissent paître, nous semons de l'herbe pour les ruminants dans une zone voisine."





Marie-Noëlle Keijzer

## FAIRE POUSSER UNE FORÊT CONSTITUE UN PROJET D'ENTREPRISE TRÈS FÉDÉRATEUR, AUTREMENT PLUS EXALTANT QUE DE SIGNER UN CHÈQUE.

La reforestation entre-t-elle en concurrence avec le besoin de terres arables pour nourrir une population mondiale en pleine croissance? Pas le moins du monde, assure Marie-Noëlle Keijzer: "Nous plantons dans des endroits ingrats, éloignés de tout, ou trop vallonnés pour l'agriculture. Sur des terres très dégradées, arides, qui ne donnent plus rien. La forêt permet à l'eau de s'infiltrer; à long terme, l'humus qu'elle produit restaure la qualité du sol."

### Reboiser contre la pauvreté

"Des terres dégradées, on en trouve partout", reprend-elle. "Terres salinisées en Australie, zones en voie de désertification en Éthiopie, en Zambie... Il faut planter dans les pays où l'impact sur le climat se double de bénéfiques socioéconomiques forts. En sortant les populations concernées de l'extrême pauvreté, on leur ouvre un autre avenir." Beaucoup d'entreprises agissent de façon responsable, souligne la présidente de l'ONG. Elles ne se contentent pas de compenser les trajets en avion de leurs collaborateurs, mais réfléchissent à leur empreinte carbone dans sa globalité: approvisionnement, production, distribution, etc.

"Pour les sociétés comme pour les particuliers, il ne s'agit pas de s'installer sous une tente dans le Larzac, juste d'agir de façon responsable. Les allers et retours dans des capitales européennes pour 20 euros sont catastrophiques pour le climat. Si chacun envisageait de limiter ces trajets à une fois par an, en restant plus longtemps sur place pour mieux en profiter, cela constituerait une vraie avancée. La visioconférence permet d'éviter de nombreux déplacements. Quant à la politique de flotte en Belgique, elle incite les personnes à continuer d'habiter à 100 km de leur travail... C'est absurde!" Marie-Noëlle Keijzer croit néanmoins en l'avenir et se réjouit des avancées récentes. "Le gouvernement français a demandé à la Commission européenne d'éliminer, d'ici à 10 ans, la 'déforestation importée'. C'est urgent, car on perd encore l'équivalent de deux fois la surface de la Belgique chaque année, malgré la reforestation."

Elle conclut sur un rappel historique: "Ce sont les grands pétroliers qui ont réclamé l'instauration d'une taxe carbone lors de la COP 21. Il s'agit d'un outil très puissant, même si sa mise en place suscite des tensions - on l'a vu avec les 'gilets jaunes' français!"

### Une entreprise, une forêt

WeForest travaille déjà avec 300 entreprises dont BNP Paribas Fortis, Nike, Marriott et Brabantia. "Elles prennent des engagements à long terme, certaines pour faire de la compensation carbone, tout en continuant à réduire leurs émissions. Elles nous accompagneront parfois sur 20 ans afin de faire pousser 'leur' forêt. Cela devient un projet d'entreprise, fédérateur, porteur d'une vision pour les collaborateurs, clients et partenaires. Tout le monde grandit en même temps que les arbres. C'est autrement plus gratifiant que de signer un chèque."

© DOC



# Le CO<sub>2</sub> comme ressource

La société suisse Climeworks a mis au point une technologie de captage du CO<sub>2</sub> dans l'air ambiant. Ses usines le vendent ensuite à des clients industriels – agroalimentaire, automobile, etc. – ou le stockent dans le sous-sol islandais, relate Louise Charles, chargée de communication de la firme.

Dans 87% des scénarios explorés par le GIEC, la captation de CO<sub>2</sub> s'avère nécessaire – en plus de la limitation des émissions – pour contenir la hausse des températures sous la barre des 2°C. "On parle aussi d'émissions négatives", précise Louise Charles chez Climeworks. "Notre technologie repose sur l'utilisation de collecteurs de CO<sub>2</sub> qui fonctionnent un peu comme des éponges. Sur le côté de chaque machine, un ventilateur envoie l'air ambiant vers un filtre constitué d'un granulat poreux traité avec des amines. Une réaction chimique se produit, qui fixe le CO<sub>2</sub>. Une fois le filtre saturé, nous fermons la machine et la chauffons à environ 100 °C pour casser les liaisons chimiques entre le carbone et le filtre."

La chaleur provient seulement d'électricité renouvelable ou de l'exploitation des rejets thermiques. Le filtre est réutilisable plusieurs milliers de fois. Le CO<sub>2</sub> ainsi obtenu peut être commercialisé sous forme gazeuse ou liquide. Il est alors utilisé en agriculture pour surcharger l'air des serres en CO<sub>2</sub>, car ce gaz constitue un bon fertilisant. L'industrie alimentaire s'en sert notamment pour fabriquer des boissons gazeuses, des bioplastiques et pour allonger la durée de fraîcheur des produits emballés. L'automobile – en premier lieu Audi, client de Climeworks – y recourt pour des recherches sur les biocarburants.

## Des "rochers" de carbone

"Cette partie de notre activité, portée principalement par notre usine suisse, consiste donc à 'boucler le cycle du CO<sub>2</sub>', afin que l'activité de nos clients soit neutre envers l'effet de serre", reprend Louise Charles. "Nous travaillons aussi, sur notre site islandais, sur un stockage durable et permanent. Le mécanisme de récolte du



CO<sub>2</sub> est le même mais la suite ressemble un peu à une machine à soda géante: le gaz est injecté sous forme d'eau gazeuse dans le sous-sol, où il réagit avec les roches basaltiques présentes pour se minéraliser en deux ans." Les capacités de l'usine islandaise devraient être multipliées par 30 dans les années qui viennent, car les possibilités de stockage en sous-sol s'y comptent en milliards de tonnes. Et d'autres unités similaires à l'usine suisse devraient ouvrir en Europe. Climeworks se donne pour objectif la captation de 1% des émissions de CO<sub>2</sub> jusqu'en 2025. "Nous sommes en bonne voie d'y parvenir", conclut en souriant Louise Charles. "Mais notre succès ne dispense pas le monde d'un énorme effort de réduction des émissions, qui reste indispensable." Il



LE CO<sub>2</sub> INJECTÉ DANS LE SOUS-SOL ISLANDAIS RÉAGIT AVEC LES ROCHES PRÉSENTES ET SE MINÉRALISE EN DEUX ANS.

## Dix panneaux pour une voiture

Le cœur de métier de la firme belge Enerdeal? Fournir clé sur porte des centrales photovoltaïques aux professionnels. Une solution pour participer à la transition énergétique et à la protection du climat, décrit son CEO, Grégoire de Pierpont.

"L'originalité de notre modèle est de proposer nos produits en vente directe, mais aussi via des solutions de leasing opérationnel", précise Grégoire de Pierpont, fondateur et CEO d'Enerdeal. "Car nos clients industriels doivent garder leur capacité d'investissement pour leur cœur de métier. Dès lors, nous prenons en charge la réalisation de la centrale sur leur infrastructure – en général sur le toit. Nous assurons la construction, le financement, la maintenance et le fonctionnement. Selon le type de consommation et la surface équipée, nos clients peuvent espérer compenser de 30 à 70% de leur consommation d'électricité avec une diminution significative de leur facture." Ils sont également protégés contre les futures hausses de tarifs de cette énergie. Et bien sûr, ils diminuent leur empreinte carbone et contribuent à limiter le réchauffement climatique.

Enerdeal est actif sur les trois régions de Belgique, au Luxembourg et également en Afrique. Depuis le début de l'année 2018, la ville de Manono, dans le Katanga (RDC), est alimentée en électricité par la plus grande centrale autonome solaire + batteries d'Afrique centrale. Le site a été entièrement équipé par Enerdeal, en partenariat avec la société GFI au Congo.

## L'électromobilité

"Jusqu'à récemment, l'aspect intermittent freinait le développement à grande échelle du solaire", reconnaît l'entrepreneur. "Cet obstacle est en train de se lever, avec le coût des batteries en chute libre – autour de - 20% par an, qui suit une évolution similaire à celle que l'on a connu pour les panneaux solaires".

L'énergie solaire et l'électromobilité vont se développer de façon exponentielle dans les 5 à 10 prochaines années. Un simple panneau solaire en Belgique peut fournir assez d'énergie par an pour faire rouler une voiture électrique sur 1.500 km. Donc 10 panneaux fournissent l'énergie nécessaire au kilométrage moyen annuel d'une auto, c'est-à-dire 15.000 km."

"La baisse du prix des batteries, combinée à celle du coût du solaire, vont contribuer à fortement développer l'électromobilité dans les prochaines années." Créée voici 10 ans, Enerdeal emploie 20 personnes pour un chiffre d'affaires de 7,5 millions d'euros.

“Si nous voulons réduire les émissions de CO<sub>2</sub> dans le secteur du transport, les consommateurs devront faire eux aussi leur examen de conscience”, estime Christa Sys, économiste spécialiste du transport. “La croissance démographique accroît notre consommation et par conséquent le transport. Celui-ci est certes de plus en plus durable, mais les progrès réalisés ne suffisent pas pour faire baisser les émissions totales. Et c’est carrément choquant.”

## “L’écologie doit primer sur l’économie”

La professeure Christa Sys est liée au département Transport et économie régionale et au Centre for Maritime & Air Transport Management (C-MAT) de l’Université d’Anvers. Titulaire de la chaire BNP Paribas Fortis de Transport, Ports et Logistique, elle est spécialisée dans les aspects opérationnels du transport maritime. “Je suis surprise du nombre d’initiatives prises dans le secteur pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub>”, confie-t-elle. “Le transport maritime fait beaucoup en ce sens, même si la plupart des entreprises communiquent très peu à ce propos.” “Dans le cadre de la chaire, j’organise des ateliers où se rencontrent les principaux acteurs du monde des entreprises. Collaboration et co-innovation sont absolument indispensables.” Une combinaison de mesures est nécessaire pour réduire l’empreinte écologique du transport maritime. “Tout d’abord, nous devons prendre des décisions sur le plan technologique. L’automatisation et l’impression 3D atténuent la nécessité de délocaliser. Ensuite viennent les mesures opérationnelles. Un bel exemple: naviguer plus lentement a un impact immédiat sur les émissions de CO<sub>2</sub>. Des agrandissements d’échelle – via de plus grands navires – peuvent également s’avérer utiles. Même s’il s’agit

d’une arme à double tranchant, parce que les ports et les terminaux doivent suivre. Enfin, il nous faut rechercher les carburants les plus durables. Je crois beaucoup dans les biocarburants, à condition qu’ils ne soient pas produits aux dépens des denrées alimentaires.”

### Vision à long terme

“Il est clair que le monde académique peut aider les entreprises en leur fournissant des outils qui leur permettent de faire les bons choix. Nous avons aussi besoin d’une vision à long terme et nous devons pouvoir compter sur les pouvoirs publics. Dans le transport routier, on constate que la taxe kilométrique favorise le remplacement de nombreux camions par des modèles qui émettent beaucoup moins de CO<sub>2</sub>. Le même type de politique doit être mis en place dans le transport maritime. Le secteur financier a son rôle

à jouer. Pendant l’une des rencontres que j’ai organisées, nous avons discuté du fait que Bpost avait conclu des crédits en fonction de sa RSE, sa responsabilité sociétale d’entreprise. Une onde de choc s’est propagée parmi les chefs d’entreprise présents. Ils ont réalisé qu’ils ne pourront désormais compter sur du financement que s’ils privilégient des activités durables.”

“Nous devons parvenir à des modèles économiques où la durabilité prime. Cela n’implique pas de faire des concessions sur l’économie. La durabilité peut se traduire par de nouvelles opportunités d’affaires! Je suis optimiste. Je sens que le sujet vit, que la volonté existe de trouver des solutions ensemble – industrie, banques et monde académique. Et c’est tant mieux, car le secteur logistique est très important. Ce que rapporte le port d’Anvers finance la totalité de l’enseignement flamand.”

**LES ENTREPRISES FONT  
BEAUCOUP MAIS LA PLUPART  
COMMUNIQUENT TRÈS PEU.**

Christa Sys, économiste du transport







## Collaborer à des investissements durables

Depuis le 1<sup>er</sup> septembre, les entreprises et organisations du secteur public peuvent s'adresser au Sustainable Business Competence Centre de BNP Paribas Fortis. Ce centre propose des conseils et du support dans les investissements durables.

Les entreprises font face à deux défis très importants. Des technologies innovantes et des processus disruptifs bouleversent leur secteur. Par ailleurs, les autres parties prenantes (fournisseurs, clients et actionnaires) les encouragent de manière de plus en plus insistante à mener une politique durable. "Les entreprises ou organisations considèrent encore trop souvent ces politiques comme un risque, alors qu'il faut y voir avant tout une opportunité", souligne Guy Pollentier, qui dirige le Sustainable Business Competence Centre. Selon la Banque mondiale, la transition vers une société durable nécessiterait plus de 5.000 milliards d'investissements par an dans le monde. "Comment traduire ces besoins en nouveaux produits ou services? Chaque entreprise a le devoir d'y réfléchir."

Fréquemment, des investissements durables permettent de générer des économies, de redorer le blason de l'entreprise et de prendre de l'avance à la fois sur la concurrence et sur l'évolution de la législation. "Pourtant, de nombreux clients pensent encore que la durabilité ne relève pas de leur cœur d'activité, et manquent parfois de l'expertise nécessaire. C'est pourquoi nous leur offrons aide et conseils lorsqu'ils envisagent des investissements ou des modèles économiques durables." Le Sustainable Business Competence Centre fournit de l'expertise autour de quatre thèmes majeurs de la durabilité: décarbonisation, smart cities, économie circulaire et capital humain.

### Cocréation

Les clients qui envisagent de changer de modèle économique ou de procéder à un nouvel investissement – par exemple dans l'énergie renouvelable ou dans un processus de production circulaire – peuvent s'adresser au Sustainable Business Competence Centre. "En tant que banque, il est évident que nous étudierons en premier lieu la faisabilité financière d'un tel projet", précise son responsable. "Mais nous voulons aller plus loin. Nos spécialistes peuvent ainsi donner des conseils techniques afin d'informer nos clients des possibilités de la technologie actuelle."

Le Sustainable Business Competence Centre ne se contente pas de proposer lui-même de l'expertise et du support: il fait également office d'intermédiaire. "En tant que banque, nous disposons naturellement d'un vaste réseau grâce auquel nous pouvons réunir les acteurs adéquats afin de développer des solutions innovantes." En effet, bien que la majeure partie des grandes entreprises aient déjà intégré la durabilité dans leur stratégie opérationnelle, leur structure rigide les oblige à faire appel à de plus petits acteurs innovants. Ce qui crée à son tour une foule d'opportunités nouvelles pour les entreprises de taille moindre. ||

# L'entreprise qui voulait devenir superflue

Quelle quantité de CO<sub>2</sub> votre entreprise émet-elle exactement? Comment réduire ces émissions? Et comment compenser les émissions résiduelles? Telles sont les questions auxquelles CO2logic entend apporter une réponse.

Avec de grands noms comme Proximus, Le Pain Quotidien, Lotus Bakeries, WWF, Interparking, Barco, Spadel et UCB parmi ses clients, CO2logic peut se targuer d'un tableau de chasse impressionnant. "Nous avons débuté en 2007, au moment de la sortie d'*Une vérité qui dérange*, le film sur le climat de l'ancien vice-président américain Al Gore", rappelle son cofondateur et CEO, Antoine Geerinckx. "Notre mission? Informer et sensibiliser les entreprises afin qu'elles réduisent leurs émissions de CO<sub>2</sub> et atteignent en fin de compte la neutralité en la matière. Nous pouvons même décerner un label reconnu au niveau international, garanti par l'entreprise de certification Vinçotte."

## Un plan en quatre étapes

CO2logic a développé un plan en quatre étapes, très simple et adapté à diverses entreprises, qu'elles soient actives dans l'industrie ou dans les services. "Nous commençons par mesurer. Contrairement à d'autres labels, nous mesurons la consommation réelle de l'organisation, année après année. Nous épluchons les factures d'électricité et de gaz, jusqu'à la climatisation et aux déplacements domicile-lieu de travail. Nous avons ainsi une idée précise de l'empreinte carbone totale de l'entreprise. Et nous évitons le greenwashing, car nos clients ne se contentent pas de cocher une case sur un formulaire."

LES ENTREPRISES PEUVENT BÉNÉFICIER D'UNE RECONNAISSANCE: ELLES PAIENT UNE SORTE DE "TAXE CO<sub>2</sub>" VOLONTAIRE.

Antoine Geerinckx, CO2logic



"Une fois que cette idée générale est connue, il est possible de prendre des décisions. Quelques actions permettent souvent de diminuer le coût de l'énergie, ce qui génère immédiatement une économie. Plus on avance, plus les choses se compliquent. Toutefois, nous disposons de conseillers spécialisés à même d'élaborer une approche sur mesure. La troisième étape consiste à compenser les émissions résiduelles de CO<sub>2</sub> par des projets climatiques."

Dernière étape: une communication solide, à la fois en interne et en externe. "Lorsque vous choisissez d'être neutre en carbone, vous assumez votre impact sur le climat, vous ne déléguez pas le problème à la société ou aux générations futures", définit Antoine Geerinckx. "Les entreprises qui franchissent ce pas peuvent bénéficier d'une reconnaissance: elles paient une sorte de 'taxe CO<sub>2</sub>' volontaire. En outre, si tout le monde balaie devant sa porte, c'est toute la rue qui est plus propre! À terme, une entreprise comme CO2logic ne devrait plus être nécessaire. Nous exerçons en quelque



## NOUS EXERÇONS EN QUELQUE SORTE UNE ACTIVITÉ-SUICIDE.

Antoine Geerinckx, CO2logic

Autrement dit, ce projet recèle un impact positif et immédiat sur plusieurs ODD (objectifs de développement durable de l'ONU, NDLR)."

"Nous souhaitons que la population locale maintienne le projet en vie. Au Bénin, nous avons par exemple fourni des Teg-Stove, de petits fours qui permettent de recharger un GSM ou une lampe LED pendant que l'on cuisine. Afin d'éviter que les gens brûlent du bois pour recharger leurs téléphones, nous avons également construit des kiosques solaires."

sorte une activité-suicide; pour autant, nous ne sommes pas encore arrivés au terme de notre mission, loin de là. Nous compensons toujours moins de 1% des émissions annuelles de CO<sub>2</sub> en Belgique."

### Fours à bois

Pour compenser les émissions résiduelles, CO2logic se tourne vers les pays en voie de développement. "En Afrique, les émissions de CO<sub>2</sub> sont vouées à augmenter au cours des années à venir", illustre Antoine Geerinckx. "Nous voulons jouer un rôle actif tout en évitant d'adopter une approche néocolonialiste, notamment via une collaboration avec des ONG locales. Nos partenaires disposent des compétences adéquates et ont une réputation à honorer. Ils mettent sur pied des projets climatiques pour et par le biais de la population. Ils ne se contentent pas de planter des arbres alors qu'on en abat ailleurs. Tous nos projets sont certifiés Gold Standard Label, ce qui nous permet de tout contrôler."

La lutte contre la déforestation est un fil

rouge des initiatives de CO2logic. "La façon de cuisiner représente un grand problème. Quelque 93% des Africains cuisinent sur des pierres entre lesquelles ils allument un petit feu. Comme la population explose, les besoins de bois augmentent de manière exponentielle. Dès lors, des forêts séculaires, qui abritent une énorme biodiversité, sont menacées. De plus, les feux de bois provoquent des infections des voies respiratoires, première cause de mortalité en Afrique après le paludisme."

Le projet Saving Trees en Ouganda s'attaque aux racines du problème. "Nous avons recherché une solution susceptible à la fois de protéger les forêts et d'améliorer la qualité de vie de la population locale. Nous l'avons trouvée dans la distribution de fours de petite taille." Ils consomment moitié moins de charbon de bois et produisent moins de fumée et de CO<sub>2</sub> – jusqu'à deux tonnes d'émissions en moins chaque année. Une famille épargne ainsi 100 dollars par an; elle doit ramasser moins de bois et souffre moins d'infections des voies respiratoires.

### Ressources humaines

"Pourquoi des entreprises s'adressent-elles à nous? La plupart des organisations prennent conscience de la nécessité de réduire leur impact sur le climat, et de l'opportunité de réaliser des économies en limitant sa consommation d'énergie. La possibilité d'afficher un label CO<sub>2</sub>-neutre sur la porte d'entrée constitue un atout marketing, car c'est une garantie d'action climatique sérieuse. Enfin, la dimension durable est de plus en plus importante dans les ressources humaines. Les jeunes et talentueux diplômés ont le choix; ils recherchent des entreprises qui partagent leurs valeurs durables." Au départ, CO2logic a dû faire face à un certain scepticisme. "Les ONG et autres activistes environnementaux s'interrogeaient: est-il moral de gagner sa vie en luttant contre le réchauffement climatique? Nous avons prouvé qu'il était possible de faire la différence en agissant ensemble." Il



# “L’innovation n’est pas encore une priorité assez grande dans le secteur de la construction”

Nos habitations et bâtiments d’entreprise sont la cause d’environ un tiers des émissions totales de CO<sub>2</sub>. Plus étonnant: après le chauffage aux combustibles fossiles, la production de matériaux de construction en constitue la principale source. Un domaine qui recèle donc un fort potentiel dans la lutte contre les émissions de dioxyde de carbone.

Ingénieure architecte, la Belge Catherine De Wolf est d’abord partie au MIT, près de Boston, où elle a décroché un doctorat en building technology. Désormais, elle étudie l’impact écologique des bâtiments en Suisse. Nous l’avons confrontée – par téléphone – à Nicolas Bearelle, l’un des fondateurs de Revive. Ce promoteur crée de manière durable des quartiers d’habitation à la fois accessibles et de qualité. Pour y parvenir, Revive achète notamment de vieux immeubles industriels qu’il assainit complètement. Dans ces travaux, le promoteur utilise exclusivement des sources d’énergie renouvelables depuis quelques années.

● **Quelle est la part du secteur de la construction dans les émissions de CO<sub>2</sub>?**

**Catherine De Wolf:** “Le secteur européen de la construction est responsable d’environ un tiers de tous les déchets produits par le continent. Ses scores sont presque aussi mauvais en matière d’émissions de CO<sub>2</sub>, même si les pourcentages varient selon les pays. De nombreuses réglementations sont apparues ces dernières années afin de réduire les émissions opérationnelles des bâtiments – le chauffage, le refroidissement et la ventilation, pour faire simple – mais naturellement, elles n’ont aucun impact sur le dioxyde de carbone émis lors de la production

des matériaux de construction proprement dits. Cela amène parfois à des situations paradoxales: une isolation supplémentaire réduit les émissions opérationnelles de CO<sub>2</sub>, mais la production des isolants provoque des émissions de CO<sub>2</sub> supplémentaires.”

● **Dans quelle mesure est-il dès lors réaliste de vouloir construire des bâtiments à impact écologique minimal de manière aussi budgétairement neutre que possible?**

**Nicolas Bearelle:** “Comme nous ne devons pas aménager de réseau de gaz pour nos nouveaux projets, nous épargnons facilement plusieurs centaines de milliers d’euros. Nous pouvons investir cet argent dans des techniques de chauffage durables, comme la géothermie. Ces alternatives restent plus chères à court terme. L’investissement de départ est rentabilisé à plus longue échéance”.

“Les matériaux de construction restent effectivement un point délicat. Nous imposons à nos ingénieurs et entrepreneurs d’employer des matériaux de construction produits le plus durablement possible, mais c’est un énorme défi, surtout pour les matériaux d’isolation.”

● **Où en sommes-nous dans la réduction des émissions de CO<sub>2</sub> lors de la production des principaux matériaux de construction?**

**Catherine De Wolf:** “Le défi est double. Dans un premier temps, il est nécessaire d’établir une base de données fiable et aussi large que possible des émissions de CO<sub>2</sub> précises

LE CONSOMMATEUR POURRA  
IMPOSER TRÈS VITE UN  
CHANGEMENT DE MENTALITÉ AU  
SECTEUR DE LA CONSTRUCTION.

Catherine De Wolf, ingénieure-architecte



Catherine De Wolf

qu'implique la fabrication d'un matériau de construction donné. Nous ne pourrions réellement les prendre en compte qu'une fois cette base de données suffisamment développée."

"En attendant, nous encourageons autant que possible le modèle circulaire, c'est-à-dire la réutilisation systématique de matériaux. Lorsqu'un bâtiment est démolé, les matériaux de construction ne sont plus évacués dans un conteneur à gravats; il est donc possible d'étaler l'impact CO<sub>2</sub> sur plusieurs cycles de vie."

**Est-ce une bonne idée d'introduire un passeport pour les matériaux, comme les Pays-Bas essaient déjà de le faire?**

**Nicolas Bearelle:** "Ce passeport n'existe pas encore en Belgique. Mais tous les acteurs de notre secteur qui s'intéressent à la durabilité l'attendent avec impatience. Ce passeport représenterait un énorme pas en avant. Je perçois par ailleurs un potentiel important dans la construction modulaire. En effet, les bâtiments modulaires ne doivent pas faire l'objet de lourdes rénovations, ni être démolis dès qu'on en modifie la destination ou la fonction. Ils s'adaptent très rapidement aux nouveaux besoins. Or, trop d'entrepreneurs demeurent conventionnels dans leur manière de penser – c'est le grand problème dans notre pays! Les innovations ne figurent tout simplement pas parmi les priorités de la construction. Rares sont les secteurs où l'on investit aussi peu dans l'innovation par rapport au chiffre d'affaires total."

**Alors que la très grande majorité de nos logements sont toujours chauffés aux combustibles fossiles, ne menons-nous pas le mauvais combat? Ne devrions-nous pas nous attaquer d'abord à cette source gigantesque d'émissions de CO<sub>2</sub>?**

**Catherine De Wolf:** "Je ne pense pas qu'il faille faire un choix. Nous devons mener cette lutte sur les deux fronts."  
**Nicolas Bearelle:** "Il ne faut pas sous-





Nicolas Bearelle

CHEZ LES PLUS  
JEUNES CLIENTS,  
L'ÉNERGIE DURABLE  
EST PRESQUE UNE  
ÉVIDENCE, ET  
À RAISON.

Nicolas Bearelle, Revive

- > estimer la prise de conscience intervenue en très peu de temps chez nos clients. Un grand nombre d'entre eux sont dorénavant convaincus de la nécessité – et de la possibilité – de procéder autrement. La première question que nous pose un sexagénaire qui a l'intention de faire bâtir porte sur les techniques de chauffage que nous allons mettre en œuvre. Chez les plus jeunes clients, l'énergie durable est presque une évidence, et à raison: à plus long terme, l'utilisation d'énergies durables ne sera absolument pas plus chère."

"La prise de conscience de l'impact CO<sub>2</sub> des matériaux de construction proprement dits reste très limitée. En outre, il existe une réelle différence de prix entre les matériaux produits de manière traditionnelle et ceux qui sont conçus de façon plus durable. Mais dans ce domaine aussi, il sera possible d'enregistrer des progrès relativement rapides."

● **Comment contraindre le secteur de la construction à jouer la carte du développement durable dans le choix des matériaux?**

Catherine De Wolf: "Les pouvoirs publics ont une carte importante à jouer dans ce domaine. Ils pourraient adopter une loi imposant de n'utiliser que des matériaux de construction dont nous connaissons précisément le mode de production et l'impact CO<sub>2</sub>. Cela n'aurait rien de révolutionnaire: de très nombreux producteurs y travaillent déjà volontairement. Et une base de données regroupe dès aujourd'hui des informations sur de très nombreux matériaux."

● **Quel est, dans ce cadre, le rôle du consommateur, du particulier qui rénove ou fait construire? Une campagne de sensibilisation peut-elle le "réveiller"?**

Catherine De Wolf: "Des thèmes comme la qualité de l'air et la durabilité gagneront nettement en importance au cours des années à venir. Y compris au sein d'un plus large public, qui s'en souciait peut-être un peu moins jusqu'à présent. Le juste choix des matériaux est ici crucial, parce qu'il existe par exemple un lien direct entre les matériaux utilisés et les flux de déchets. Je crois beaucoup à ce rôle de 'déclencheur' du consommateur. Nous, scientifiques, devons continuer à travailler sur la sensibilisation du consommateur, précisément parce que celui-ci pourra imposer très vite un changement de mentalité au secteur de la construction."

Nicolas Bearelle: "C'est juste, nous aurions tort d'abandonner la question au marché. Les pouvoirs publics doivent manier à la fois la carotte et le bâton. Certes, ils peuvent sensibiliser le secteur de la construction, mais ils doivent parallèlement prendre une série de mesures fiscales afin que les alternatives les plus durables s'avèrent plus intéressantes pour le consommateur. Je vois également un salut dans la réalisation de grands projets collectifs: une telle échelle permet de réduire le coût par logement et d'appliquer des techniques durables et innovantes." Il



---

# Échappez à la bulle fossile

Si nous n'abandonnons pas rapidement et complètement les combustibles fossiles, nous risquons de perdre toutes nos villes côtières, de transformer le pourtour méditerranéen en désert, de provoquer l'effondrement d'écosystèmes entiers. Avec, pour conséquence ultime, des guerres pour l'eau et la nourriture, et des dizaines de millions de réfugiés climatiques. Un abandon complet des combustibles fossiles n'implique en aucun cas la fin de l'industrialisation. Au contraire, il amorcera une nouvelle phase dans la modernisation de notre industrie. La majeure partie de nos réserves de pétrole, de gaz et de charbon seront à terme inutilisables. Or, pour atteindre nos objectifs climatiques, nous ne pouvons exploiter de nouveaux gisements. Et moins d'un tiers des réserves déjà exploitées pourront être commercialisées.

Si nous ne pouvons plus employer les combustibles fossiles, leur valeur s'effondrera. La différence entre la valorisation et la valeur réelle de ces actifs créera alors une bulle qui éclatera dès que les profits de l'industrie fossile ne seront plus considérés comme fiables. En continuant d'investir dans des projets high carbon, high risk et high cost, nous nous exposons à une menace réelle et globale de destruction de capital et d'actifs irrécupérables.

Le capital ainsi détruit serait pourtant très utile pour financer la transition énergétique et réaliser une plus-value attrayante.

Les transformations disruptives sont souvent déterminantes pour notre progrès, et les acteurs historiques ne l'emportent qu'exceptionnellement sur les outsiders: rares sont ceux qui travaillent encore dans le développement de photos, la vente de machines à écrire ou le nettoyage de crottin de cheval dans les villes...

Les entreprises et régions agiles, visionnaires, ont pleinement adopté la voie de la décarbonisation. Ainsi, 30% des bus chinois roulent à l'électricité, et le parc de bus électriques grossit de 100.000 unités chaque année. À Manhattan, on recense davantage de bornes de rechargement Tesla que de pompes à essence.

Une décarbonisation ambitieuse exigera encore des emplois que l'on ne pourra ni délocaliser ni remplacer par des robots pendant plusieurs décennies, et générera au moins 26.000 milliards de dollars d'avantages économiques supplémentaires d'ici à 2030.

Pour autant, nous ne pouvons clore l'ère fossile sans une politique publique d'envergure. Historiquement, aucune transformation de cette ampleur n'a pu avoir lieu à la vitesse nécessaire sans un rôle incitatif fort des pouvoirs publics.

L'Affaire Climat veut y contribuer avec le plus grand procès de l'histoire belge. Plus de 40.000 de nos concitoyens exigent déjà une politique climatique plus volontariste de leur gouvernement.

Aux Pays-Bas, une initiative similaire a produit des résultats: le gouvernement Rutte III a fixé des objectifs climatiques dans une loi climat contraignante. D'ici à 2030, les émissions de CO<sub>2</sub> doivent baisser de près de moitié par rapport à 1990. C'est plus que ce que demande l'Europe... et presque conforme aux objectifs scientifiques.

**Serge de Geldere**  
Futureproofed



RARES SONT CEUX QUI  
TRAVAILLENT ENCORE  
DANS LA VENTE DE  
MACHINES À ÉCRIRE OU  
LE NETTOYAGE DE  
CROTTIN DE CHEVAL  
DANS LES VILLES...